

SECONDA SESSIONE URDINARIA DI U 2023
RIUNIONE DI U 9 DI MARZU DI 2023

2EME SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2023
REUNION DU 9 MARS 2023

2023/ 01/020

**REPONSE DE MONSIEUR LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF A LA QUESTION DEPOSEE
PAR MONSIEUR DON-JOSEPH LUCCIONI AU NOM DU GROUPE FA POPULU INSEME**

**Objet : Opérations portées et financées par la Collectivité de Corse sur la commune
d'Aiacciu et dans le pays ajaccien**

Je vous remercie pour cette question qui me donne l'occasion d'évoquer à nouveau publiquement l'état des relations entre la Collectivité de Corse, d'une part, et la ville d'Aiacciu et la Communauté d'agglomération du pays ajaccien, d'autre part. Je m'adresse à vous, bien sûr, mais je m'adresse aussi à l'ensemble des élus de cette Assemblée et au-delà, à nos collègues et amis des assemblées et de l'exécutif communal et intercommunal, l'ensemble des citoyens qui sont intéressés par cette question, et ma réponse se veut un message en forme de réaffirmation et aussi d'apaisement.

Il y a eu un certain nombre d'échanges qui ont pu apparaître comme polémiques. Moi, je souhaite que cette polémique s'éteigne. Et je vais donc rappeler et réaffirmer un certain nombre de choses qui relèvent de l'évidence :

Premièrement, la ville d'Aiacciu est la ville la plus importante de Corse et la communauté d'agglomération du pays ajaccien est l'intercommunalité la plus importante de Corse en termes de population. Cela leur donne donc, de facto, au-delà de l'histoire, de la culture, de l'attachement, que je partage, à cette ville et à ce territoire, une importance, qui est une importance première ; il est donc normal, naturel et indispensable que la Collectivité de Corse entretienne avec la commune d'Aiacciu et l'intercommunalité communautaire du pays ajaccien, des relations soutenues, fortes, équilibrées à la hauteur des enjeux qui sont communs parce que nous avons un certain nombre de projets d'intérêt commun. Ma volonté, celle du Conseil exécutif de Corse tout entier, et celle de la majorité territoriale

au nom de laquelle vous avez posé cette question, c'est bien que nos relations s'inscrivent et continuent de s'inscrire dans cette philosophie. Je l'ai dit dernièrement dans une réunion au maire d'Aiacciu sous forme de boutade, réunion élargie à d'autres élus, mais je vais le rencontrer très prochainement.

Il y a eu des débuts difficiles depuis la fusion, il y avait eu un certain nombre de décisions qui étaient à mon avis contestables, sinon juridiquement, du moins politiquement, quelques semaines ou quelques mois avant la fusion. Je rappelle par exemple qu'à la fin de l'année 2017, l'ex Conseil Départemental de Corse-du-Sud avait accordé 2 subventions d'un montant total de de 10 millions d'euros pour prendre en charge les annuités d'emprunt de la ville d'Aiacciu quelques mois avant la fusion. Je pense qu'il aurait été élégant, d'informer par avance l'ensemble des collectivités ayant vocation à fusionner ; le paiement de ces annuités d'emprunt a été décidé quelques mois avant la fusion ; nous avons assumé ces règlements et nous aurons l'occasion de parler de la suite de cette affaire avec le maire.

Deuxièmement, il s'agit du rattachement en catimini, quelques semaines avant la fusion, de l'office public de l'habitat d'Aiacciu, en contradiction avec l'esprit de la loi, puisque la loi prévoyait que les offices publics, aussi bien ceux de la Haute-Corse à Bastia, que d'Aiacciu - CAPA soient fusionnés dans un seul et même office public de l'habitat.

Nous avons pris acte de cette décision. Elle a été prise en contradiction avec l'esprit de la loi, elle est appliquée et aujourd'hui, la Collectivité de Corse traite l'office public de l'habitat de la CAPA de la même façon que notre propre office public de l'habitat.

Au-delà des affirmations ou de la réaffirmation, je veux impérativement, notamment puisque l'occasion m'en est donnée à travers votre question, rappeler qu'au quotidien, les services de la Collectivité de Corse, ceux de la commune et ceux de l'Intercommunalité, travaillent à mettre en œuvre des décisions politiques, notamment celles de la Collectivité de Corse qui viennent traduire un soutien extrêmement fort de la Collectivité. Un soutien qui s'inscrit dans le cadre des règlements que nous avons votés, souvent à l'unanimité, mais à travers lesquels nous nous sommes fortement engagés pour accompagner la ville et l'intercommunalité.

Alors quelques rappels rapides et en respectant la règle de temps, même si elle ne s'impose pas avec la même force lorsque je répons, que lorsqu'il s'agit des Conseillers exécutifs, d'abord, dire, premier choix politique, c'est un choix qui relève de la Collectivité de Corse mais ce que nous avons fait et que j'assume, c'est de chercher à conserver en centre-ville ou à ramener en centre-ville l'intégralité des services de la Collectivité de Corse. Je rappelle que dans les mandatures précédentes, il y a eu des projets forts d'externalisation des services dans des communes voisines.

Je souhaite que la Collectivité de Corse conserve ses agents et les services ajacciens dans le périmètre de la ville, notamment parce que ça contribue à l'attractivité et au dynamisme, y compris avec des retombées sur l'ensemble des commerces et commerçants. Exemples : nous avons voté le mois dernier une location importante, on discute entre l'AUE et les services de la Collectivité de Corse, c'est le choix il y a 3 ans de faire l'acquisition de l'ancien bâtiment de la MSA, etc.

Autre exemple, c'est l'installation et le regroupement des services sociaux dans la perspective de servir toutes les populations, je pense là à la plateforme de Baleone où les services sont centralisés à la fois pour une partie de l'Ouest ajaccien, la vallée de la Gravona et des quartiers populaires et nouveaux de la commune d'Aiacciu. Je voudrais également rappeler la réhabilitation de l'établissement Notre-Dame à Aiacciu qui permettra de créer d'ici 2026 un centre maternel et un relais parental, je tiens à le souligner au lendemain du 8 mars, journée internationale des droits des femmes, où on demande notamment des décisions fortes. Je rappelle que cette réhabilitation est un projet emblématique de notre volonté de préserver et de soutenir les femmes, y compris lorsqu'elles sont en situation de difficulté.

Dans le domaine culturel, nous avons fait des choses qui n'avaient jamais été faites avant, par exemple aujourd'hui en faveur du conservatoire de musique et de danse Henri Tomasi, vous savez que nous avons contribué à hauteur de 20% au financement du nouveau bâtiment qui abritera le conservatoire et que nous contribuons au fonctionnement à concurrence d'environ 60%, - 57% très exactement - sur un budget total de 4,2M d'euros. De la même façon, la livraison du collège du Stiletto, mais cela était une décision antérieure à notre majorité, mais également les décisions que nous avons prises, sur par exemple, la rénovation du Château de la Punta, cher au cœur des Ajacciens avec une opération à laquelle nous avons affecté 6,6M d'euros, la rénovation de la cathédrale d'Aiacciu, même si nous sommes dans un système qui est laïc, on connaît l'attachement des Corses en général et des Ajacciens en particulier, à leur patrimoine religieux, 10M € qui ont été sanctuarisés pour la rénovation de la cathédrale d'Aiacciu.

Avec l'AUE et grâce à une subvention FEDER, nous avons contribué à la rénovation de 1374 points lumineux sur un total de 4800, c'est à dire 28% points de la commune, ce qui va permettre une réduction des consommations d'électricité de près de 80%. En ce qui concerne les aménagements hydrauliques de la CAPA, nous avons cofinancé très largement le bassin de rétention d'Alzu di Leva, ou encore le bassin de rétention Peraldi 1,5 M sur 2,7 M d'euros et 1,6M d'euros sur un coût total de 3,3 M d'euros. Nous mettons en œuvre, dans le cas des différents règlements, les outils de soutien au logement, à l'habitat, à la dotation quinquennale, avec un mécanisme de compensation qui a permis de diminuer en sifflet pour rééquilibrer au profit des petites communes de montagne.

Et puis un dernier mot enfin, pour dire qu'entre 2002 et 2015, il y a eu zéro euro sur les aménagements routiers d'Aiacciu et du grand Aiacciu ; lorsque nous sommes arrivés aux responsabilités en 2016, il restait une enveloppe de près de 100M d'euros, 99,25 M d'euros sur le volet routier du PEI 4. Sur cette somme, j'ai pris la décision d'en affecter 68,8 pour Aiacciu et le grand Aiacciu, c'est à dire 70% de l'enveloppe restante sur le PEI 4 parce qu'Aiacciu avait été oublié, et ces opérations ont permis notamment, vous l'avez vu, de mettre en œuvre tous les travaux qui ont permis de contribuer à améliorer le quotidien des habitants d'Aiacciu et le quotidien des habitants des communes avoisinantes. Nous avons la requalification de la rocade du rond-point d'Alata à celui de Budiccione, le giratoire du Listincone, le créneau de dépassement et la sécurisation de l'ex RD 81, le barreau de liaison entre Caldaniccia et la route territoriale 22, la requalification et la sécurisation de la route des Sanguinaires, la voie douce des Sanguinaires à Purtichju, etc. Nous allons bientôt finaliser le rond-point de la Gravona qui va changer la vie pour toutes celles et tous ceux qui passent des dizaines de minutes pour entrer à Aiacciu et qui sera inauguré dans quelques mois ; nous avons également en route les opérations de création de la pénétrante Caldaniccia -Stiletto- Budiccione et également la mise à 2x2 voies entre le giratoire de la Gravona et Mezana.

Je peux donc affirmer qu'aujourd'hui la ville d'Aiacciu et la CAPA sont soutenues très fortement par la Collectivité de Corse ; c'est une réalité confirmée et démontrée de façon incontestable et par les chiffres et par les opérations. Nous avons vocation certainement à faire encore mieux. Nous en parlerons avec le maire et le Président de la CAPA, Stéphane Sbraggia ; puis, après, il y a aussi des questions qui sont des questions fondamentalement politiques sur lesquelles il y a eu à l'évidence des déficits de dialogue à propos desquels la Collectivité de Corse ne saurait pas être tenue responsable. Je prends 3 exemples stratégiques avant même que Julien Paolini ne réponde à la question de de Julia Tiberi, et la réponse démontrera que là aussi, je pense, nous sommes tout à fait irréfutables.

- Le PLU : l'Assemblée a voté une délibération dans laquelle elle m'a mandaté pour ester en justice en ultima ratio, lorsque les PLU ne respectent pas les prescriptions fondamentales du PADDUC. Ultima ratio, pourquoi ? Parce que nous pensons qu'il faut, chaque fois que possible, bien évidemment ne pas aller dans une logique contentieuse avec les communes dans un domaine qui est extrêmement compliqué, sur le PLU d'Aiacciu, il y avait des choses qui, à notre avis, manifestement, ne convenaient pas, nous sommes allés en justice, la Cour administrative d'appel

statuera, l'arrêt va intervenir dans quelques jours ou quelques semaines. Le rapporteur public a donné raison à la Collectivité de Corse. Moi, je n'ai pas vocation à faire des contentieux, ni contre la commune d'Aiacciu, ni contre quelque commune que ce soit, et le meilleur moyen d'éviter les contentieux, c'est de discuter en amont,

- Le PTIC : les choix d'Aiacciu ont été arrêtés dans le cadre d'une méthode globale que nous avons critiquée unilatéralement dans le cadre d'une discussion bilatérale avec l'État, une remarque par anticipation et vers Julia Tiberi, les opérations relatives à l'aménagement dit du "Fond de Baie" n'ont pas été inscrites par la commune d'Aiacciu ni par la CAPA dans les opérations PTIC, ce qui aurait pu être l'occasion de porter au moins en partie ces projets structurants. C'est un choix de la commune, c'est le sien et nous le respectons,
- Le téléphérique : on ne nous a jamais parlé du téléporté, ni dans le cadre du PTIC, ni ailleurs et j'ai lu dans le journal que sur une opération à 32M d'euros, on attendait un financement de 30% de la Collectivité de Corse. Cette façon de fonctionner pose des problèmes parce que si on additionne des demandes au fil de l'eau, de toutes les communes qui ont pris des décisions dans le cadre du PTIC, on va se retrouver avec des dizaines ou des centaines de millions de cofinancement à assurer sans avoir pu le budgétiser, ni le prévoir, ni être associé aux décisions.

Un dernier mot sur les déchets, là aussi, j'ai eu l'occasion de préciser les choses, notamment hier, à la demande des journalistes. Mais je l'ai déjà dit, c'est une position constante. On ne peut pas prendre des décisions unilatérales lorsqu'on est une intercommunalité ou lorsqu'on est un établissement intercommunal en charge de traitement des déchets sur le dimensionnement, la façon de fonctionner sur des opérations qui coûtent 62 M d'euros pour l'investissement, 20M d'euros au titre du fonctionnement pour l'une et à peu près l'équivalent pour la 2ème. Et dire à la Collectivité de Corse, "vous allez venir en financement à hauteur de 30% sans avoir été associé dans le cadre d'une discussion globale". Donc là, ce sont des points à améliorer, mais pour tout le reste je vous confirme que la Collectivité de Corse est et restera un partenaire engagé aux côtés de la commune d'Aiacciu et de la CAPA.

Je vous remercie.